

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La journée avec Sarkozy

« Quel baratin ! »

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 1er décembre 2007

Démocratie & Socialisme

Tel était le commentaire le plus fréquent au lendemain du flot de paroles déversé par Nicolas Sarkozy, sourcils froncés, au cours de son intervention télévisée du 29 novembre.

Si l'on en croit le « Robert », « baratin » est bien le mot approprié. Approprié dans son sens actuel (discours abondant, tendant à en faire accroire, à circonvenir) mais aussi, dans son sens plus ancien (portefeuille vide substitué par un complice). Pendant près d'une heure, en effet, en répondant aux questions fort respectueuses de deux journalistes, Sarkozy a joué les illusionnistes dans le but d'éviter à tout prix que les salariés prennent conscience de la sordide réalité : celle du patronat et du gouvernement en train de leur faire les poches.

Nicolas Sarkozy a d'abord utilisé la plus grande partie de son discours fleuve à resserrer ses liens avec les (anciens) électeurs du Front National

Les récents événements dans les banlieues n'ont « rien à voir avec le social, ça a tout à voir avec la voyoucratie » a-t-il affirmé, profitant même de l'occasion pour stigmatiser les immigrés « mal intégrés ».

Sa secrétaire d'Etat, chargée de la politique de la Ville, Fadela Amara, venait pourtant d'affirmer la place que tenait ce social dans une formule digne de figurer dans une anthologie « Ce n'est pas parce qu'on est pauvre, exclu et discriminé que l'on peut saccager » (Le Figaro du 29/11/2007). Mais, visiblement, pour Sarkozy, être pauvre, exclu et discriminé n'a rien à voir avec le social.

La réalité est que le néo-libéralisme produit à la fois le désordre et le besoin d'ordre et que dans son sillage apparaissent un peu partout en Europe, des Bonaparte au petit pied qui construisent leur fond de commerce électoral sur cette contradiction, insupportable à vivre pour ceux qui la subissent.

Nicolas Sarkozy a, ensuite, essayé de justifier les réformes qu'il avait déjà faites

Il a tenté de justifier les cadeaux faits aux nantis par la dernière loi de finance.

Il a présenté les crédits d'impôts (2 milliards d'euros) au titre des intérêts d'emprunt pour l'achat d'une habitation principale comme une mesure favorable aux acheteurs. En réalité cette mesure évitera la chute des prix de l'immobilier et ce que les acheteurs ne paieront pas sous forme d'intérêts, ils le paieront au prix fort en achetant ou en faisant construire leur habitation.

Tout honte bue, il n'a pas hésité à affirmer que la suppression des droits de successions (5 milliards d'euros) pour les héritiers en ligne directe favoriserait les petites et les moyennes successions alors qu'avant le vote de la loi de finance, 80 % des successions n'étaient soumises à aucun droit.

Mais, curieusement, il a oublié de citer l'allégement de l'Impôt sur la fortune (ISF) et le renforcement du bouclier fiscal dont la fonction essentielle est de protéger les quelques milliers de contribuables soumis à l'ISF (une obsession pour Sarkozy). Au total, un cadeau de 4 milliards d'euros supplémentaires aux « 200 ou 300 familles » qui mettent le salariat de notre pays en coupe réglée.

Sarkozy n'a pas dit un mot sur des sujets particulièrement préoccupants pour le pouvoir d'achat du salariat

Sarkozy a fait toute sa campagne sur la défense du pouvoir d'achat, du « travailler plus pour gagner plus ». Pourquoi, dans ces conditions, ne s'est-il pas exprimé sur sa volonté d'imposer, en 2008, un nouvel allongement de la durée de cotisation (41 ou 42 ans) pour les retraites ? Il sait pourtant que cet allongement se traduira par une nouvelle baisse du montant des retraites puisque le patronat continue de licencier à tour de bras les salariés de plus de 50 ans et que, de ce fait, la durée moyenne d'une carrière est inférieure à 37 annuités. Pourquoi n'a-t-il pas réaffirmé ses engagements électoraux d'augmenter de 25 % le minimum vieillesse, de revaloriser les petites retraites et les pensions de réversion ? Pourquoi a-t-il choisi de ne rien dire du pouvoir d'achat des millions de chômeurs qui ne trouvent pas de travail et des centaines de milliers de salariés à temps partiel à qui l'on refuse de travailler à temps plein ?

Pourquoi, lui qui assure vouloir tout mettre sur la table, n'a-t-il pas eu un seul mot pour tenter de justifier les franchises médicales qui s'attaquent au pouvoir d'achat des plus fragiles ? Pourquoi est-il resté muet sur le sale tour qu'il venait de jour à 780 000 foyers (850 000 personnes) qui ne payaient pas la redevance TV et qui seront obligées de verser 118 euros en 2008 ? Est-il si loin des réalités quotidiennes qu'il n'ait même pas compris ce que signifiait, pour le pouvoir d'achat du salariat, l'augmentation vertigineuse du prix de l'essence ou des tarifs des mutuelles au fur et à mesure du désengagement de l'assurance maladie ? Les seules mesures positives de ses propositions ont été empruntées au projet socialiste : l'indexation des loyers sur l'inflation et la limitation à un mois de loyer du dépôt de garantie.

Pourquoi n'a-t-il pas soufflé un seul mot de la loi de finance rectificative qu'il fera voter après les élections municipales et cantonales pour instaurer sa fameuse TVA « sociale » ?

Sous couvert d'augmenter le pouvoir d'achat, Sarkozy a surtout, tenté de faire passer ses « réformes »

Il a proposé qu'une conférence réunissant l'Etat, les syndicats et le patronat fixe le calendrier 2008 de négociation de ses futures « réformes ». Il ne s'agit même plus, là, de discuter à quelle sauce les salariés veulent être mangés mais des horaires du repas.

Sans souci de vraisemblance, il a présenté, en vrac, les « réformes » qu'ils comptaient de toutes façon imposer aux salariés ou aux étudiants comme des réponses à leurs problèmes.

Il veut privatiser EDF. Il présente donc la vente de 3 % du capital de cette entreprise comme le moyen de mettre en place « un plan d'investissement » dans les universités françaises.

Il veut que les salariés travaillent le dimanche. Il explique donc qu'ils le pourront, s'ils sont « volontaires » et que cette journée leur sera payée double. Le procédé est pourtant déjà bien usé. Il en allait de même, par exemple, lorsque les agences bancaires ont commencé à ouvrir le samedi avec volontariat et primes exceptionnelles. Aujourd'hui, la très grande majorité des agences bancaires sont ouvertes le samedi mais le volontariat n'existe plus et les primes exceptionnelles ne sont plus qu'un lointain souvenir. Il en ira exactement de même avec le travail du dimanche.

Sarkozy veut réduire la Sécurité sociale à la portion congrue : au nom de la défense du pouvoir d'achat il multiplie

donc les exonérations de cotisations sociales que l'Etat, malgré ses engagements, est loin de compenser.

Sarkozy veut surtout en finir avec les 35 heures et plus fondamentalement, comme le réclame le Medef, avec l'horaire légal de travail. Il propose donc par « accord majoritaire » de « s'exonérer des 35 heures » « en échange d'augmentations de salaires ».

Mais il oublie de préciser ce qu'est aujourd'hui un « accord majoritaire ». Non pas un accord signé par un ou des syndicats ayant obtenu la majorité des voix aux élections professionnelles, mais un accord signé par une majorité de syndicats « représentatifs ». Dans une entreprise où sont présents les cinq syndicats « représentatifs », cela signifie que la signature de trois d'entre eux (même s'ils représentent au total, moins de 10 % des voix) sera un « accord majoritaire ».

Il oublie surtout de préciser qu'il s'engage, comme l'exige le Medef, sur la voie de la suppression de l'horaire légal de travail. Mais lorsque l'horaire légal (35 heures aujourd'hui) aura disparu, il n'y aura plus d'heures supplémentaires. L'horaire légal a, en effet, une seule fonction : indiquer le seuil à partir duquel le temps de travail doit être payé au tarif des heures supplémentaires. Cet horaire légal n'a rien à voir avec l'horaire effectif. La quasi-totalité des entreprises en France travaillent aujourd'hui 39 heures par semaine ou plus. Ce que veulent la Droite et le Medef, c'est supprimer les 35 heures et avec elles l'horaire légal pour ne plus avoir à payer d'heures supplémentaires.

Cette volonté de s'engager dans la voie de la suppression de l'horaire légal et de ne plus avoir ainsi à payer d'heures supplémentaires dans le privé éclaire d'un jour un peu particulier la proposition faite par Sarkozy aux fonctionnaires : payer les heures supplémentaires au même tarif que dans le privé.

La formule que veut imposer Sarkozy est destructrice : pas d'augmentation de salaire sans augmentation du temps de travail. C'est une solution qui encourage le patronat à geler les salaires, les qualifications, les carrières. Pour gagner plus, il ne servira à rien de travailler mieux, d'avoir acquis une qualification, il faudra travailler plus.

Sarkozy n'est jamais aussi généreux que lorsqu'il s'agit de donner aux salariés ce qui leur appartient déjà

Il propose de débloquer la « participation ». Mais ces sommes sont déjà acquises par les salariés et s'ils les dépensent aujourd'hui, ils ne les auront plus demain. C'est la définition même de la fuite en avant.

Ils proposent aux salariés de vendre leur RTT : cela représente 5 milliards d'euros affirme-t-il d'un air gourmand comme si ces milliards lui appartenaient ou appartenaient à l'Etat. .

Il propose même de payer les heures supplémentaires non payées, dans le privé, la fonction publique, les hôpitaux. Là encore, cet argent ne lui appartient pas. Mais verser aux salariés l'argent qui leur est dû, paraît être pour Sarkozy, le comble de la générosité.

Quand il s'agit d'augmenter réellement les salaires, Sarkozy est beaucoup plus prudent

En juillet, il refusait d'augmenter le Smic au-delà du minimum légal. Cela ne l'empêche pas, en décembre, d'affirmer qu'il ne peut rien faire pour augmenter les salaires dans le privé. .

Pour les 42 % de salariés dont les entreprises n'ont pas mis en place de « participation », il propose qu'une prime (évidemment exonérées de cotisations sociales) soit versées aux salariés. Mais tout est laissé à l'arbitraire patronal.

Il affirme que « là où il n'y a pas de négociation salariale, il n'y aura plus d'allègements de charges ». Cette affirmation n'engage strictement à rien : cela fait plus de 20 ans que dans les grandes entreprises les négociations annuelles sont obligatoires. Mais il n'y a aucune obligation d'aboutir et ces négociations ne servent à rien dans la plupart des cas : l'employeur accorde ce qu'il aurait de toute façon accordé que la négociation ait ou n'ait pas eu lieu.

La poule et l'oeuf

Le discours de Sarkozy, débité à la cadence d'une mitrailleuse, n'a pas toujours brillé par sa cohérence. Le Président était visiblement nerveux.

Aussi a-t-il, tout d'abord, reconnu qu'augmenter les salaires, c'était « redonner du carburant à la croissance française ». Mais il a ajouté, un peu plus tard « la seule façon de redonner du pouvoir d'achat, c'est de créer les conditions de la croissance et de réhabiliter le travail ».

Alors qui tirera le premier ? La poule ou l'oeuf ? Le pouvoir d'achat ou la croissance ? Sarkozy ne nous l'a pas dit. Visiblement, lui-même n'en savait rien.

Jean-Jacques Chavigné